

No. 4

Les Cahiers d'

O C I S C A

**BAFOU 1993 :
RENFORCEMENT DES INÉGALITÉS SOCIALES
MENACES SUR LA FERTILITÉ DES SOLS**

Par l'équipe de l'Observatoire de Bafou

ORSTOM

MINREST



Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun
Observatory of Change and Innovation in the Societies of Cameroon

Les Cahiers d'Ocisca N0. 4

BAFOU 1993 :
RENFORCEMENT DES INÉGALITÉS SOCIALES
MENACES SUR LA FERTILITÉ DES SOLS

Équipe de l'Observatoire de Bafou

Juin 1994

Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun

Institutions constituant le Comité de pilotage d'Ocisca

<i>Direction de la Recherche et de la Planification</i>	Jean-Blaise Nyobe, Directeur Charles Binan Bikoi, Conseiller en sciences sociales
<i>Institut National de Cartographie</i>	Paul Moby Etia, Directeur
<i>Direction Nationale de la Statistique et la Comptabilité Nationale</i>	Joseph Tedou, Directeur
<i>Ecole Nationale Supérieure Polytechnique</i>	Paul Vermande, Directeur
<i>Université de Dschang</i>	Samuel Domgang, Recteur
<i>ORSTOM</i>	Jacques Bonvallot, Représentant
<i>Mission de Coopération et d'Action Culturelle</i>	Pierre Jacquemot, Chef de mission
<i>Caisse Française de Développement</i>	Dominique Dordain, Chef d'agence

Copyright

Ce document est protégé par les règles habituelles en matière de droits d'auteur. Toute copie de ce document, ou partie de ce document, est autorisée à condition d'en citer la source de façon explicite.

(C) OCISCA (MINREST-ORSTOM) 1994

Les Cahiers d'Ocisca
B.P. 1857 Yaoundé
Cameroun

Résumé

Sur la base des données recueillies lors du second passage à Bafou, ce rapport présente les principales évolutions dans le comportement des planteurs de café de l'observatoire de Bafou entre 1991 et 1993.

L'on retient qu'en dépit de la régression substantielle des revenus caféiers dans la structure du revenu total du ménage, la caféiculture reste un "mal nécessaire" à cause de son inculturation dans la région d'une part, et de l'absence d'alternatives de productions agro-pastorales économiquement plus attrayantes dans l'immédiat. Des stratégies de sortie par le vivrier, le maraîcher, l'eucalypticulture ou l'élevage, entre autres, se multiplient. Paradoxalement, ces activités se heurtent encore à de nombreuses contraintes tant techniques qu'économiques qui empêchent leur généralisation. La quête incessante d'activités rémunératrices entraîne à la fois une surexploitation des sols, et une forte demande en main d'oeuvre. Les sols se voient privés de leurs éléments nutritifs fondamentaux. Le renchérissement des engrais chimiques sur le marché se traduit par une faible utilisation des quantités de ceux-ci et le recours à la fumure organique aux possibilités de fertilisation limitées. La main d'oeuvre familiale, en majorité féminine, se substitue davantage à celle salariée devenue très coûteuse et insignifiante dans la réalisation de certaines tâches de l'exploitation. Sa "gratuité" s'avère cependant incompatible avec les normes de qualité requises et la nature des travaux à effectuer. Une baisse notable des rendements agricoles s'en suit.

Au niveau social, on assiste à la détérioration continue de la qualité de vie des agriculteurs. La scolarisation des enfants repose désormais sur un endettement débordant et la "sélection naturelle" sert de base discriminatoire entre les enfants à scolariser. La déscolarisation frappe en priorité les élèves médiocres et les filles, tandis que l'on diffère de quelques ans l'âge d'entrée à l'école pour tous les enfants. La désagrégation du noyau familial a pour conséquence une forte résurgence de l'individualisme et le meurtrissement des élans de solidarités entre les membres de la famille. La sphère des solidarités entre les villes et les campagnes s'amenuise et le village prend le dessus sur le flux de solidarité en faveur des villes. Les plus nécessiteux deviennent pourtant les plus vertueux, au contraire des plus nantis. Les grands planteurs et les femmes innovent sous le regard impuissant et contemplateur des petits planteurs. Ainsi se porte Bafou en 1993.

Mots-clés : Café - Vivriers - Planteurs - Système de production - Emprunt - Innovation

Abstract

On the basis of the data collected during the second survey round in Bafou, this report stresses the main changes in the behaviour of the coffee farmers of the Bafou observatory between 1991 and 1993.

We shall bear in mind that despite a substantial reduction of the coffee revenues in the general structure of the households income, coffee farming remains "the necessary evil". This is because coffee is the most deeply rooted crop in the area, and because of the absence of alternative agro-pastoral production economically more attractive. Strategies to get out of this situation such as food processing, vegetable farming, eucalyptus cultivation or breeding among others, are increasing. The main constraints facing these activities are technical, and economical. As a result, they were not adopted by the majority of farmers. The unceasing search of lucrative activities gives way to an overexploitation of soils and high labour's application. Soils are deprived of their basic nutritive components. The increase in the price of fertilizers, in the market, led to their use in limited quantity, and organic fertilizers, though with limited fertilization capacities, are being substituted for chemical fertilizers. Family labor, mainly women, is substituting the salaried labour which is becoming very expensive and inadequate to perform all required tasks in the farm. The "free of charge" nature of that type of labor is not always compatible with the required norms of quality and the nature of the tasks to be carried out. This is followed by a notable drop in agricultural yields.

At the social level, we notice a continuous deterioration in the standards of living of the farmers. Providing children with schooling hence forth lies on an overflowing debt and the "natural selection" serves as discrimination between them. Children with poor performances and girls are the first to cease their studies while the age to enroll in a school is being shifted for every child. The high resurgence of individualism and the degradation of the spirit of solidarity between family members are the consequences of the disintegration of family nuclei. The spheres of solidarities between towns and countrysides is diminishing and the villages take over the flood of solidarity in favour of towns. The poorest people contrary to the rich become the most virtuous. Women and farmers of large exploitations innovate while the small size exploitation farmers contemplate and look powerlessly. This is the situation in Bafou in 1993.

Keywords : Coffee - Food Crops - Farmers - Production System - Loans - Innovation

Présentation de l'équipe

Sous la direction du coordonnateur du programme Ocisca, Georges Courade (ORSTOM), et du responsable de l'observatoire de Bafou, Jean Nyemba (Université de Dschang) les opérations d'enquête ont été réalisées en 1993 par les personnes suivantes :

- pour la *conception du questionnaire d'enquête* : A. Bopda (Institut National de Cartographie), I. Grangeret-Owona (Université de Dschang), J. Nyemba (Université de Dschang) ;

- pour la *supervision de l'enquête sur le terrain* : E. Foko (Université de Dschang), C. Guimapi (Université de Yaounde), E. Hacheu (Université de Dschang), J. Nyemba (UDS), T. Weiss (ORSTOM), MOUNGAM à Mbassa (Université de Dschang), T. Fouda (Université de Dschang) ;

- pour la *mise en place du traitement informatique* : J. Nyemba ;

- pour l'*analyse et la rédaction*: I. Grangeret-Owona et J. Nyemba ;

Remerciements

Un vif remerciement va à tous ceux qui ont revu le texte original du rapport d'étape et permis d'y apporter les modifications et corrections permettant de produire ce Cahier. Citons, notamment Emmanuel Foko, MOUNGAM à Mbassa, André Kamga et Emil Hacheu de l'Université de Dschang.

Sont aussi remerciés, les onze enquêteurs et les trois opératrices de saisie qui ont travaillé au sein du projet.

Enfin, ce travail a été rendu possible grâce au financement de l'observatoire de Bafou par le Ministère français de la Coopération et du Développement et par l'ORSTOM.

Préface

Sous la forme d'une série régulière les Cahiers d'Ocisca présentent des études produites dans le cadre du programme de recherche intitulé Ocisca, Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun. Y sont développés des thèmes ayant trait aux comportements des différents acteurs économiques dans le contexte actuel de la crise économique et des politiques d'ajustement structurel qu'elle suscite. Les conditions de vie des ménages, l'examen des situations de vulnérabilité et de pauvreté, l'analyse des comportements sociaux, les innovations sociales, l'impact social des politiques d'ajustement comme la dévaluation, la conception de politiques sociales sont autant de thèmes dont les études recherche sont diffusées dans cette série.

Les Cahiers ont donc été conçus comme un médium au service de tous ceux qui veulent diffuser les informations obtenues par les différents observatoires : analyses scientifiques de données d'enquêtes et travaux de recherche individuels effectués dans les domaines ci-dessus, ou d'actualité. L'objectif est d'informer les décideurs et les opérateurs économiques sur les recherches en cours et, dans la mesure du possible, de proposer des solutions concrètes aux problèmes qui les préoccupent.

Comformément à cette option ce numéro présente les principales caractéristiques du comportement des planteurs de café. Il utilise pour cela les résultats d'une enquête effectuée auprès de 350 agriculteurs de la zone caféière de Bafou, à une dizaine de kilomètres de la ville de Dschang, dans l'Ouest du Cameroun. La comparaison de ces résultats avec ceux de l'enquête équivalente, effectuée en 1991, met en valeur les changements de comportement en cette période de crise et d'ajustement.

On remarque que la baisse des cours du café sur le marché international a entraîné une baisse des recettes résultant de la vente du café pour l'ensemble des planteurs. Ces dernières n'occupent maintenant qu'une place marginale dans les rentrées d'argent des ménages agriculteurs. Même s'ils cherchent à compenser ces manques à gagner par la mise en oeuvre de nouvelles stratégies, les planteurs gardent confiance dans leurs plantations, gages de revenus importants si les cours mondiaux s'amélioraient dans le futur.

Parmi les stratégies complémentaires mises en oeuvre, il faut distinguer celles qui visent à maintenir le niveau des revenus par une augmentation de l'offre globale, et celles qui visent à réduire, ou différer, les dépenses en freinant la demande de biens et services. La crise ne touche pas tout le monde avec la même force et les différents groupes sociaux: petits, moyens et grands planteurs, femmes chefs d'exploitations adoptent des stratégies différentes.

Ainsi on peut distinguer trois stratégies différentes du côté de l'offre. La première vise à augmenter la production de café en effectuant de nouvelles plantations. Elle permet d'augmenter le revenu global sachant que le revenu unitaire continue de baisser. Cette stratégie est celle des moyens et grands planteurs qui ont fortement spécialisé leurs exploitations dans la culture du café. La seconde stratégie consiste à développer certaines productions complémentaires ; en premier lieu, les cultures vivrières, qui sont produites de façon équivalente par toutes les catégories de planteurs. Dans une moindre mesure, les

cultures maraichères et l'élevage porcin, plus difficilement rentables, et donc demandant une bonne assise financière, sont le fait des grands et moyens planteurs. Enfin la troisième stratégie consiste à multiplier les activités liées à l'agriculture de façon à diversifier les sources de revenu: plantations d'eucalyptus, d'arbre fruitiers, production de calebasse, de vin de raphia, de cola, etc.. Mais les plantations d'eucalyptus sont surtout le fait des grands planteurs en raison de la disponibilité des terres. Face à ces trois stratégies, les femmes chefs d'exploitation démontrent une combativité équivalente à celle des hommes, utilisant leur force de travail pour augmenter les productions vivrières et maraichères, allant même jusqu'à planter des eucalyptus. Toutefois l'élevage demeure plus une affaire d'hommes.

Parmi les stratégies visant à réduire, ou différer, les dépenses de façon à les ajuster au niveau des revenus, deux postes, notamment, sont particulièrement touchés : les dépenses en intrants agricoles et les dépenses de scolarisation des enfants. La baisse des dépenses en intrants agricoles se traduit par une diminution de l'usage des engrais et des produits phyto-sanitaires. Il en résulte une chute des rendements à court terme et une détérioration des plantations à moyen terme. Quant aux dépenses de scolarisation, elles sont soit réduites par le retrait de certains enfants de l'école, dans le cas des petits planteurs, soit différées par recours à l'emprunt, pour les grands planteurs. Le soutien traditionnel apporté par les familles urbaines se fait de plus en plus rare et la solidarité familiale diminue, notamment chez les moyens et grands planteurs.

Sur les plans de la politique économique ou sociale d'importantes recommandations peuvent être dégagées de ces résultats. Tout d'abord, on peut remarquer que les différents groupes socio-économiques ne sont pas armés de la même manière pour affronter la crise, si bien que toute politique agricole se doit de cibler ses interventions en fonction de ces différents groupes socio-économiques. Ensuite, la diversification des productions, jointe à la moindre utilisation des engrais et produits phyto-sanitaires, entraîne une surexploitation et un épuisement des sols, ce qui menace leur fertilité à moyen terme. Enfin, la baisse de la scolarisation des enfants sous la forme classique, qui résulte des coûts relatifs trop élevés pour les planteurs, demande d'envisager des alternatives de formation plus orientées vers les besoins du milieu agricole.

Le tout dernier passage d'enquête de l'observatoire de Bafou vient d'avoir lieu, en juin et juillet 1994, se situant donc quelques mois après la dévaluation du franc CFA survenu en janvier 1994. L'analyse des données ainsi recueillies devrait permettre une actualisation du comportement des producteurs de café. Les planteurs ont-ils déjà réagi aux changements des prix domestiques suscités par cette mesure ? S'apprêtent-ils à augmenter leur production ou à restructurer leurs exploitations et leurs plantations ? Avec la dévaluation sortent-ils de la crise ou s'enfoncent-ils dans la pauvreté ? Ces questions et bien d'autres encore ont sous-tendu la réactualisation du questionnaire de ce troisième passage. Fidèle à ses objectifs d'aide à la décision, Ocisca publiera ces résultats dans un prochain numéro des Cahiers.

Jean-Luc Dubois
Coordonnateur d'Ocisca

Sommaire

Introduction

1. Une situation en plein changement

1. En finir avec la café arabica ?
2. Les cultures vivrières comme alternatives ?
3. La multiplication des activités
4. De la surexploitation des sols et du dynamisme des femmes
5. Remise en cause de l'intensification du milieu
6. On scolarise autrement et souvent grâce à l'emprunt
7. Les difficultés des ménages urbains ressenties dans les campagnes

2. Des inégalités sociales renforcées

1. L'accès aux innovations : un privilège des grands ?
2. Des femmes attachées à l'utilisation des engrais
3. L'élevage : une affaire d'hommes
4. Les plus petits mis à contribution
5. Les dépenses scolaires : une épine pour les grosses familles et les petits revenus

Conclusion

Références bibliographiques

1. INTRODUCTION

Nous restons fidèles à notre projet initial de comprendre en quoi l'agriculture caféière de l'ouest est en crise, saisir ses faiblesses, ses atouts pour tenter de dégager des "sorties de crise" possibles.

Certes, il faut trouver des solutions économiques au déclin de cette agriculture mais il existe le point de vue de l'exploitant sur ces contraintes, ses aspirations, ses objectifs. Il faut moderniser, innover, artificialiser mais les agriculteurs et agricultrices ont leur mot à dire sur le choix des spéculations, la nature des risques qu'ils entendent courir. Ils ont également besoin de satisfaire une demande sociale, scolariser leurs enfants, et faire face à une "solidarité" familiale parfois étouffante. Les choses sont donc d'autant plus compliquées que se confondent, pour prendre un tour parfois dramatique dans la période actuelle, problèmes économiques et problèmes sociaux.

Or il était impossible pour nous d'abandonner complètement les seconds sous prétexte que leurs modes de régulation dépassent le cadre régional mais bien de penser complémentarité entre ces deux ensembles d'éléments. Il fallait s'ouvrir à toutes ces réalités pour contribuer à mettre sur pied des interventions réalistes et réalisables.

La crise est à la fois sélective car elle ne touche pas tout le monde avec la même force et globale, parce qu'elle n'affecte pas seulement les ménages ruraux et ne se limite pas aux exploitations de la zone ayant également des effets sur la famille hors du village. L'Union des Coopératives Caféières de la région (UCCAO) en sait quelque chose pour avoir connu, elle aussi des moments difficiles : tiraillements considérables entre ses diverses composantes départementales, changement de direction générale... La fragilisation d'un organisme fondamental pour le développement rural de la région ne risque-t-elle pas de limiter le champ des reconversions agricoles ?

Du point de vue méthodologique, suite à diverses défections : indisponibilité de certains enquêtés, décès et départs du village d'autres, seuls 338 des 350 planteurs de l'échantillon de base de 1991 ont pu être enquêtés en 1993.

La reconduite de cet échantillon avait pour objectif de répondre aux préoccupations sur les changements intervenus par rapport à 1991. Pour ce faire, les travaux de recherche en 1993 ont mis l'accent sur l'identification et la quantification des changements ou des principales évolutions observées dans les caractéristiques du ménage, dans l'agriculture, les sources de revenu, les emprunts, l'éducation et les relations avec l'extérieur.

Des tendances générales ont été dégagées, qui devraient nous permettre de mieux comprendre les stratégies de lutte contre la crise et les évolutions dans les ajustements qui s'opèrent au jour le jour chez les paysans de la zone caféière. Ces tendances devraient aussi nous permettre de tirer les conséquences de certaines mesures de l'ajustement au niveau macroéconomique à l'instar du désengagement de l'État dans le financement de certains secteurs clés tels que les engrais chimiques.

I. UNE SITUATION EN PLEIN CHANGEMENT

1. En finir avec le café arabica ?

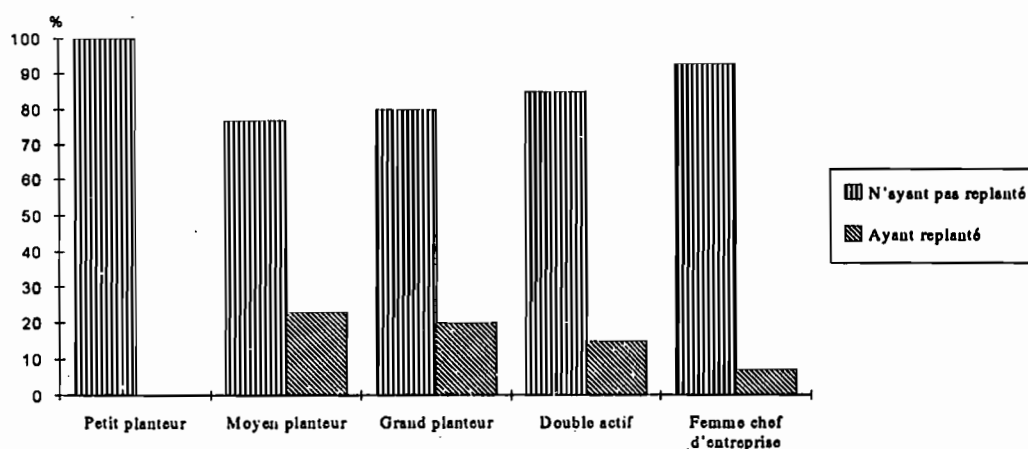
Le prix du café arabica est resté à un niveau très faible et les rendements en déclin ont entraîné une chute libre des revenus tirés de cette culture. Le café contribue de moins en moins à structurer les ressources monétaires des planteurs. Il participe seulement pour 17% des revenus agricoles et 8% des revenus totaux, ayant désormais, une place marginale dans la constitution des rentrées d'argent.

Mais ces constats ne doivent pas faire perdre de vue que seulement 5% des planteurs ont arraché une partie de leur plantation (500 pieds de café ou plus) depuis le début de cette crise. Cela tient sans doute au rôle social important qu'a tenu le café dans la région. Mais cette explication demeure insuffisante. Sans doute y-a-t-il des éléments plus profonds et plus actifs, liés directement à des données structurelles comme l'âge des planteurs et l'insuffisance de la main d'oeuvre disponible. En outre, il ne faudrait pas négliger les facteurs financiers qui commandent les choix d'une réorientation : les exploitations n'ayant pu conserver une trésorerie de réserve, ont une capacité à relancer une activité qui est souvent inexistante. Sans doute le rôle de marqueur foncier que joue le caféier, en particulier au moment des successions entre-t-il aussi dans les explications. Tout comme il s'agit aussi de conserver en état le patrimoine existant d'autant plus nécessaire qu'on s'y est engagé avec un retard certain. C'est pourquoi vraisemblablement un planteur sur deux a encore planté depuis la crise et 10% d'entre eux plantent encore aujourd'hui.

Bien sûr les planteurs n'attendent pas de résultats garantis de ces replantations. Il s'agit pour eux d'aborder cette période difficile de façon positive en essayant de faire ce qui est à leur portée.

En effet, le manque à gagner quand les prix des produits diminuent fortement, semble être compensé au moins temporairement par des replantations, en l'absence d'une substitution de production disponible dans l'immédiat. C'est en tout cas ce qu'on constate dans les exploitations les plus spécialisées de moyens et grands planteurs (cf. Fig I). Manifestement, les planteurs n'ont pas encore abandonné la carte du caféier.

Figure I : Replantation d'arabica depuis 1991



2. Les cultures vivrières comme alternatives ?

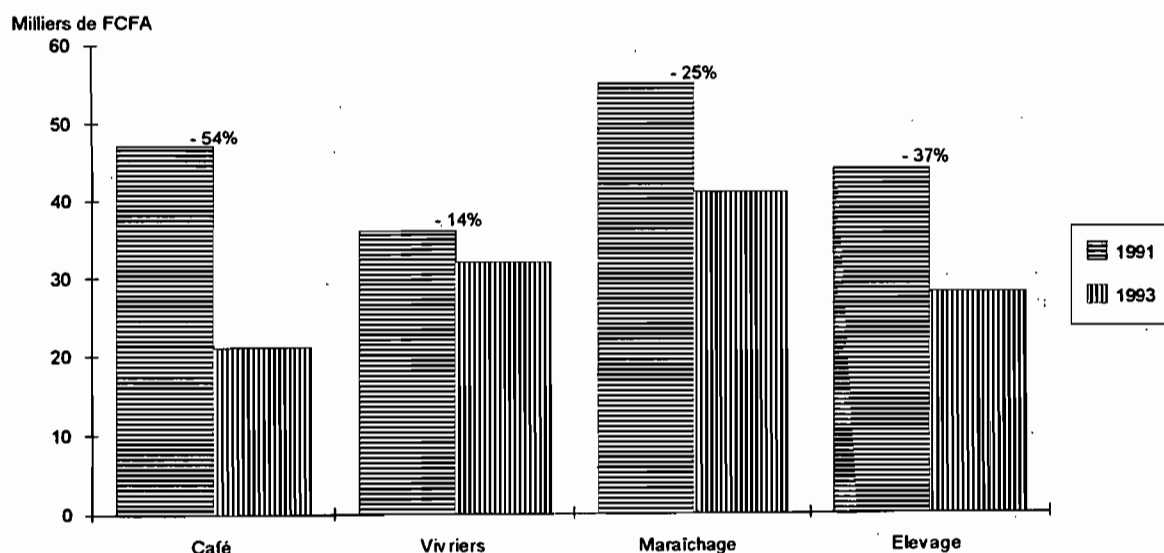
Une condition à la disparition du café serait donc, la possibilité de le remplacer par une spéculation intéressante pour le planteur. Or, le maraîchage produit des résultats qui peuvent paraître bien décevants. Les rendements de ces cultures produites convertis en gain pour l'agriculteur, une fois franchies les étapes de l'approvisionnement en intrants, de la protection phytosanitaire et de la commercialisation ne sont pas à la hauteur des difficultés encourues au point d'entraîner une généralisation de celles-ci. Ce qui explique peut-être qu'un agriculteur sur cinq a essayé une activité maraîchère avant de l'abandonner totalement.

Quant à l'élevage porcin, anticipant la peste porcine désormais récurrente dans la région, les agriculteurs s'efforcent afin de préserver leur profit et de limiter les risques d'échec, d'écluser rapidement leurs jeunes produits en vendant les animaux avant l'âge de six mois. De la sorte, l'élevage a progressivement repris une place, mais son rôle ne peut se situer qu'en activité d'appoint puisque c'est en vendant les animaux autour de neuf mois qu'on réalise un profit.

C'est de ces difficultés non surmontées qu'est issu un système de culture à dominante vivrier où chacun pense s'y retrouver. Le rôle dévolu à ces cultures est d'autant plus grand que les contraintes à la production et à la commercialisation maraîchère sont fortes (zones isolées et/ou peu fertiles), que les risques de l'élevage sont élevés (densité animale plus forte) et que les éleveurs sont dans l'incapacité de les lever. Enfin elles sont moins exposées que les autres produits à la baisse généralisée des prix.

En conséquence, on peut dire que la place des cultures vivrières dans la sphère monétaire a fortement progressé. Ces dernières représentent 26% des recettes agricoles contre 20% il y a deux ans (cf. Fig II). Si la priorité réside dans l'augmentation de la vente de ces produits, la possibilité de les consommer leur donne une plus grande souplesse d'utilisation.

Figure II : Le revenu vivrier comparé aux autres revenus agricoles en 1991 et 1993



Dans cette optique de s'appuyer de plus en plus sur ces cultures pour équilibrer les comptes du ménage, l'augmentation des volumes demeure l'option majeure : on les cultive en plus grande quantité dans 75% des ménages. Par contre, les agricultrices n'ont pas du tout joué la carte d'un élargissement des variétés produites. Il est vrai que dans les projets d'innovation des agricultrices, un minimum de finances au départ demeure un obstacle majeur. De nouvelles variétés appellent non seulement la mise en oeuvre de capacités nouvelles de l'agricultrice, mais des charges nouvelles liées aux intrants, même s'il ne s'agit que de l'achat des semences. Autant d'éléments qui expliquent que les innovations restent très modestes et que rarement de nouvelles cultures soient adoptées (2%).

Plusieurs éléments se conjuguent pour laisser penser que ces vivriers conserveront longtemps cette place modeste :

- la réduction du pouvoir d'achat des ménages a entraîné une baisse des prix qui concerne aussi ceux des produits vivriers même si 86% des ménages se servent de ces produits pour amortir la chute de leurs revenus ;

- il faut tenir compte aussi des attitudes des différents acteurs du ménage vis-à-vis des sources de revenu. Or, les vivriers et avec eux les femmes ne sont-ils pas en train de progressivement prendre du pouvoir dans l'économie agricole de la région ?

3. La multiplication des activités

La multiplication des activités a pour but de combler le manque à gagner qui existe sur chacune d'entre elles. La stratégie de la dispersion des risques prévalant dans l'ensemble des ménages permet de comprendre comment dans ce contexte de crise, la diversification des spéculations agricoles est poussée au maximum et comment se multiplient les activités hors exploitation : moins d'un tiers des exploitations enquêtées sont privées de revenu lié à une activité extra-agricole. Le mécanisme est connu : face à la crise et à la baisse de la rémunération de toutes les productions, les exploitations tentent de récupérer par une multiplication des activités ce qu'elles cèdent sur chacune individuellement. Il n'y a plus de production dominante, mais plutôt une juxtaposition des ressources secondaires car aucune ne peut assurer à elle seule une rémunération suffisante de l'exploitation.

L'extension de la gamme des activités correspond aussi bien à l'introduction des cultures relativement nouvelles comme l'eucalyptus (22% des exploitations) que de certaines variétés fruitières (1 exploitation sur 2) ou maraîchères (19% des exploitations) que la réactivation d'anciennes spéculations remises au goût du jour tels les Calebasses, le vin de raphia, la cola. Dans cette crise majeure des recettes monétaires, les petits profits reprennent de l'importance et la convertibilité de ces cultures qui peuvent être aussi bien consommées que vendues est de plus en plus appréciée. Mais ne nous trompons pas car, prise individuellement, aucune de ces productions ne peut amortir les effets de la crise. C'est aussi ce que pensent deux ménages sur trois.

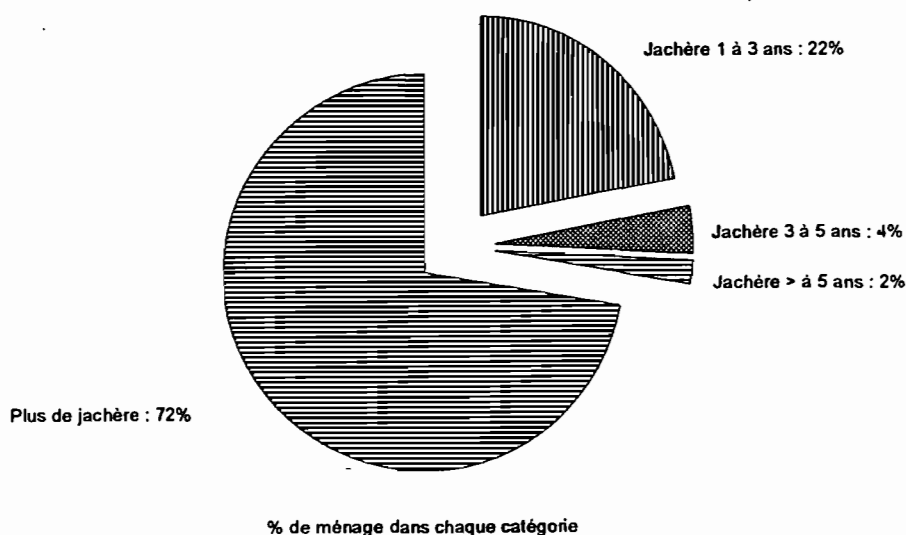
4. De la surexploitation des sols et du dynamisme des femmes

L'une des contradictions permanentes de cette agriculture semble être celle qui oppose d'une part, la limitation en main d'oeuvre disponible que connaît l'ensemble des exploitations et d'autre part, la recherche incessante d'activités rémunératrices. Ce recours permanent des exploitations à toujours plus d'activités qui fait figure de poumon artificiel implique en effet qu'elles aient une main d'oeuvre satisfaisante. Ce qui les sauve aujourd'hui, c'est le surtravail des femmes. Mais il n'est pas extensible à l'infini. La limite de cette solution apparaît donc vite.

Il est à noter que 85% des agriculteurs ont limité ou arrêté d'employer la main d'oeuvre salariée en pensant que la famille pourra assurer gratuitement son remplacement. Mais ce que l'agriculteur gagne en supprimant la main d'oeuvre salariée, n'est point compensé en qualité du travail. Rappelons aussi une autre des contraintes majeures tout à fait handicapante de cette agriculture particulièrement mise en exergue en cette période de crise: l'éclatement des terres à chaque passage successoral et la réduction excessive des surfaces cultivables agricoles par unité de production.

Il existe une conséquence directe à cette réduction des surfaces: la surexploitation des sols. Les surfaces cultivées apparaissent aujourd'hui si évidemment trop petites pour le nombre de bouches à nourrir que bien des agricultrices ont entrepris de les cultiver en continu, sans jachère. C'est le cas dans 72% des ménages où la jachère (cf. Fig. III), bien que se présentant comme un élément du système de culture indispensable est impossible à maintenir. Le risque de voir chuter les rendements à la suite d'un appauvrissement en matières organiques des sols est déjà sensible ici et là. La fertilisation chimique n'est alors qu'un pansement local insuffisamment efficace, servant au mieux à différer de graves problèmes.

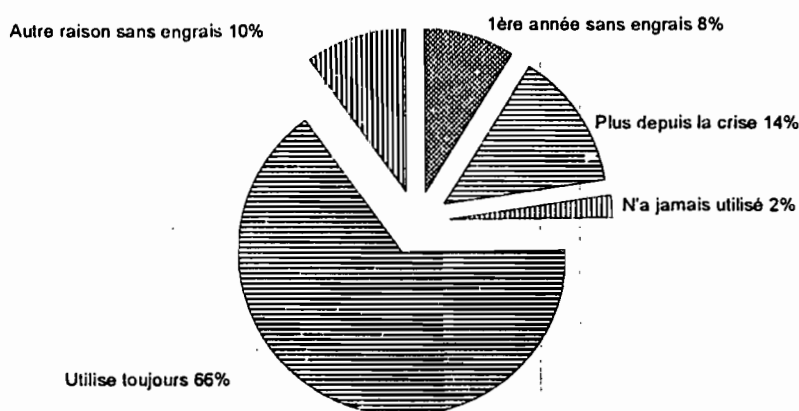
Figure III : Que reste-t-il des jachères ?



5. L'intensification du milieu est remise en cause

Manifeste déjà en 1991, la diminution d'achat d'engrais représente à l'évidence aujourd'hui un événement critique majeur pour le mouvement d'intensification dans lequel s'étaient engagées de nombreuses exploitations. Un tiers des ménages n'achète dorénavant plus du tout d'engrais, contre 5% autrefois (cf. Fig. IV). Cet infléchissement de la consommation d'engrais relevé aussi au niveau des quantités achetées des sacs par utilisateur soulève des inquiétudes. En effet, la moyenne d'achat de sacs d'engrais en 1993 se situe à 5 sacs, contre 11 sacs avant la crise ; et il y a 8% d'utilisateurs en moins en 1993 par rapport à 1991.

Figure IV : Intensification et utilisation d'engrais



L'utilisation du fumier dans deux exploitations sur trois est loin de susciter pour l'instant un espoir, les quantités devant être nettement supérieures à ce qu'on apporte actuellement pour offrir des garanties sur l'avenir des sols. Enfin cette ambition de réamorcer la fertilisation des sols par l'utilisation des matières organiques est d'autant plus compromise qu'une partie des agriculteurs n'a plus les moyens d'en acheter. On imagine le contrecoup sur le maintien de la fertilité des effets combinés d'une absence de fertilisation adéquate et de la suppression des jachères.

En somme l'artificialisation de l'agriculture de cette région, un des facteurs de la progression des rendements tend à devenir une chimère de plus en plus lointaine. Elle s'est considérablement détériorée ces dernières années.

Les effets de la crise sont sensibles non seulement sur le plan de la fertilisation, mais également sur le plan de la protection phytosanitaire. Cela signifie concrètement que le nombre des planteurs ayant arrêté de faire les traitements phytosanitaires a doublé depuis 1991.

Bien évidemment, les planteurs paient le tribut du peu d'entretien qu'ils apportent à la caféière : les rendements ont chuté dramatiquement pour se situer au niveau le plus bas :

40% de ce qu'ils étaient en 1991, et 10% de ce qu'ils représentaient aux moments les meilleurs.

En outre, l'adoption du travail familial en lieu et place de la main d'oeuvre salariée est aussi une innovation majeure de la crise. Désormais, 79% des planteurs ne rémunèrent plus de main d'oeuvre pour un travail qu'ils préfèrent faire eux-mêmes et 12% des planteurs préfèrent encore purement et simplement abandonner certains travaux jadis réalisés par la main d'oeuvre salariée.

Les effets cumulés d'un abandon des traitements, d'un travail de taille partiel ou plus ou moins bien fait (80% des exploitations seraient moins bien entretenues), d'une fertilisation négligée n'ont pas permis de sauvegarder les rendements d'antan.

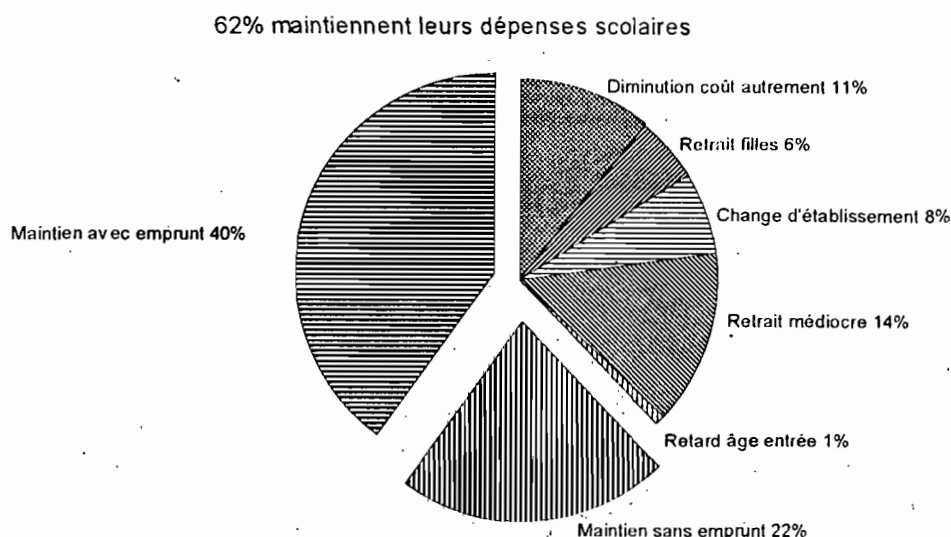
6. On scolarise autrement et souvent grâce à l'emprunt

La contraction rapide des ressources des exploitations agricoles n'a pas été sans conséquences sur la qualité de vie des agriculteurs. Celle-ci se serait considérablement détériorée. Ainsi des dépenses importantes ont-elles été compressées ou purement et simplement annulées par plus de 2/3 des ménages qui en prévoyaient dans l'habitat ou dans leur activité (27%). Un autre indicateur de cette détérioration est constitué par le caractère quasi-obligatoire du recours à l'emprunt. Depuis 1991, 51% des ménages ont été forcés de contracter un emprunt. En dépit de cette situation, 85% des ménages n'auraient pas pu concrétiser certaines grosses dépenses.

Les 3/4 de ceux qui n'ont pas emprunté, loin de ne pas en avoir besoin l'expliquent par l'impossibilité d'obtenir un crédit ou par leur incapacité à le rembourser. Ils ont par conséquent été contraints d'ajuster leurs besoins à leurs ressources propres, éventuellement par le biais d'une réduction de leurs dépenses et une redéfinition des conditions de scolarisation de leurs enfants. C'est effectivement 35% des ménages qui ont réduit leurs dépenses scolaires. Mais l'éducation n'est rejetée ni de façon brutale ni uniforme.

En raison de plus grandes difficultés de trouver les moyens de scolariser les enfants, se met en place et progressivement un nouveau mode de gestion de la scolarisation. A cet égard, contribuent à la limitation des dépenses, le retrait des élèves médiocres dans 14% des ménages, celui des filles dans 6% des ménages et, phénomène plus rare mais qui soulève davantage d'inquiétudes, celui du retard de l'âge d'entrée à l'école de tous les enfants (cf. Fig.V).

Figure V : Gestion des dépenses scolaires



Ils sont aussi de moins en moins nombreux, à peine plus d'un tiers, à pouvoir supporter en totalité ces charges sur leurs ressources propres: le financement des charges aussi importantes que la scolarité ne peut se faire pour 40% des ménages, sans recours à l'emprunt.

En revanche, un phénomène déjà relevé lors de notre premier passage, l'éducation classique, garde toute sa prestance aux yeux des enquêtés! On considère qu'elle est encore l'instrument principal de la réussite. Toujours aussi avantageuse pour 44% des ménages, elle est encore plus nécessaire en période de crise pour 6% d'entre eux.

L'allongement des études et donc l'entrée dans le supérieur se pose pour 1 ménage sur 3 qui a au moins un enfant ayant passé le baccalauréat. Si près de la moitié des ménages renonce à l'allongement des études c'est pour des raisons financières plutôt que par désintérêt. L'ouverture sur le monde professionnel par le biais de l'apprentissage reste faible, plus par manque d'opportunités que par désapprobation, alors que 84% des ménages en approuvent la formule.

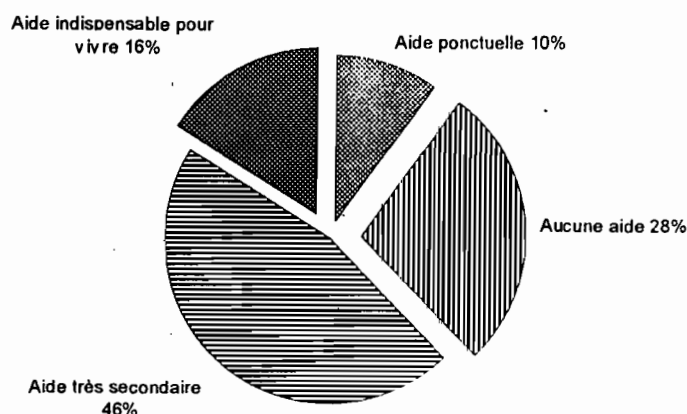
La région est incontestablement parvenue aujourd'hui à un haut niveau de scolarisation. Mais peut-elle s'y maintenir? Et si on laissait seuls les ménages redéfinir leur politique de scolarisation, au détriment de quelle formation cela se ferait-il ?

7. Les difficultés des ménages urbains ressenties dans les campagnes

Pour les ménages ruraux, l'envoi de scolaires en ville est à la fois un élément de solution immédiate au financement de la scolarité tout en représentant un pas appréciable vers une plus grande mobilité et une meilleure introduction dans le milieu professionnel futur. Ce qui explique que 80% des ménages ont des relations avec la ville qui prennent souvent la forme d'une assistance à la scolarisation des enfants. Ainsi voit-on 1 ménage sur 2 avec des enfants scolarisés en ville et dans le cas où la solidarité familiale fonctionne au mieux, ces enfants sont partiellement ou totalement pris en charge par le ménage urbain.

Mais les ménages urbains sont d'autant moins capables de respecter leur engagement qu'ils sont soumis à la double pression d'une réduction salariale et d'une limitation des appuis en nature provenant du village : 59% des ménages privés d'un appui en ville ne le sont que depuis la crise (cf. Fig.VI). Aussi, faut-il constater que pour 3 ménages sur 4, l'aide de la ville est nulle ou secondaire, si tant est qu'elle ait été importante autrefois, signifie qu'elle a fait l'objet d'une remise en cause et de redéfinition profondes.

Figure VI : Le soutien des parents et amis en ville



Ainsi un nombre croissant de ménages urbains refuse d'admettre encore des enfants qui deviendront pour eux des charges supplémentaires. On assiste parfois à une inversion des liens de solidarité qui explique la présence d'enfants issus d'une famille en ville, dans 1 ménage sur 5 et leur prise en charge dans 2/3 des cas.

Au total le scénario de sortie de crise à travers les solidarités familiales des ménages en ville suppose que ceux-ci aient des ressources suffisantes pour eux-mêmes et pour les nouvelles charges. Or ils ont éprouvé de grandes difficultés sous le coup de la contraction générale de l'activité économique. Les échanges se sont considérablement réduits. On a plutôt assisté à un renversement important de tendance avec une forte poussée de l'individualisme.

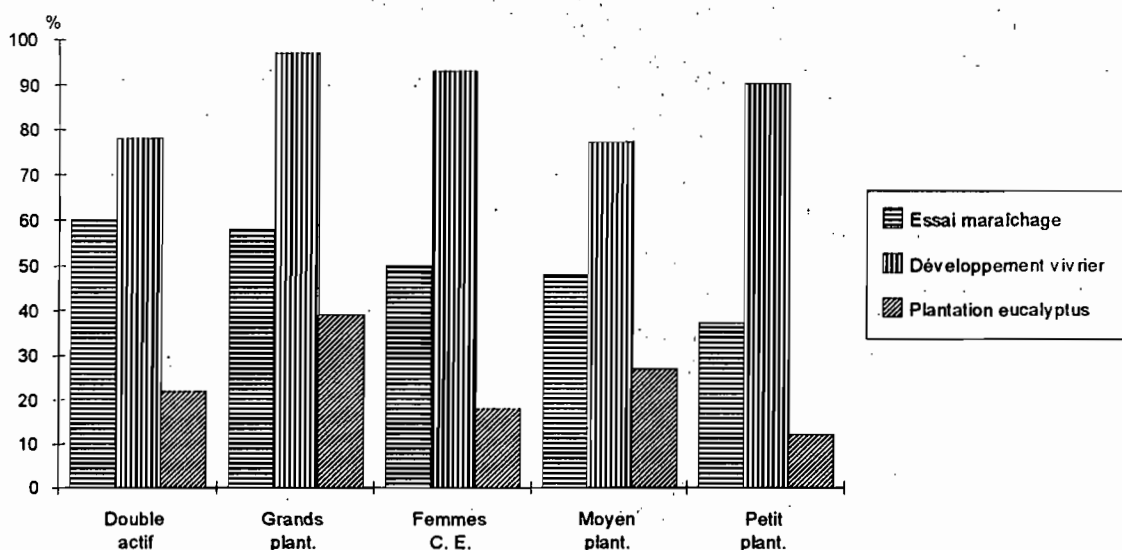
II. DES INÉGALITÉS SOCIALES RENFORCÉES

Si cette crise a des allures dramatiques, c'est aussi parcequ'elle se nourrit d'inégalités complexes et multiformes qu'elle renforce à son tour. Ces disparités concernent aussi bien des aspects structurels des exploitations agricoles comme le patrimoine foncier que des aspects purement sociaux comme l'accès à des solidarités familiales, la santé ou l'éducation. La plupart du temps ces aspects se cumulent ; les inégalités de réseaux familiaux rejaillissent sur la possibilité de scolariser les enfants. Les inégalités de patrimoine engendrent des inégalités de conditions de conservation de la fertilité des sols.

1. L'accès aux innovations : un privilège des grands ?

L'adoption d'activités nouvelles ne peut s'opérer qu'à partir d'une assise financière que seuls les grands planteurs et les double-actifs possèdent. C'est pourquoi 60% des grands planteurs ont pu entamer une production maraîchère contre à peine 1/3 de petits planteurs. Si ces mêmes grands planteurs sont les premiers à planter les eucalyptus (39% d'entre eux) c'est notamment parceque, eux seuls échappent encore au problème d'insuffisance de terres qui fait que, à peine plus d'un petit planteur sur dix plantera des eucalyptus (cf. Fig.VII).

Figure VII : Développement des productions selon les types d'agriculteurs



Cette dernière observation est d'autant plus inquiétante qu'il n'existe guère pour ces exploitations à l'étroit sur leur terre d'autres solutions qu'une surexploitation des sols. L'exemple de la jachère quasi-inexistante dans ces exploitations, 6,5% seulement d'entre elles ayant des jachères de courte durée (moins de 5 ans) et aucune n'ayant la jachère longue, le montre bien.

On peut tout autant s'interroger sur l'effet de la libéralisation des terres nouvelles dans ces exploitations où l'on arrache plus que dans toute autre (40% des exploitations). Cela jouera-t-il un rôle dans le démarrage d'autres productions ?

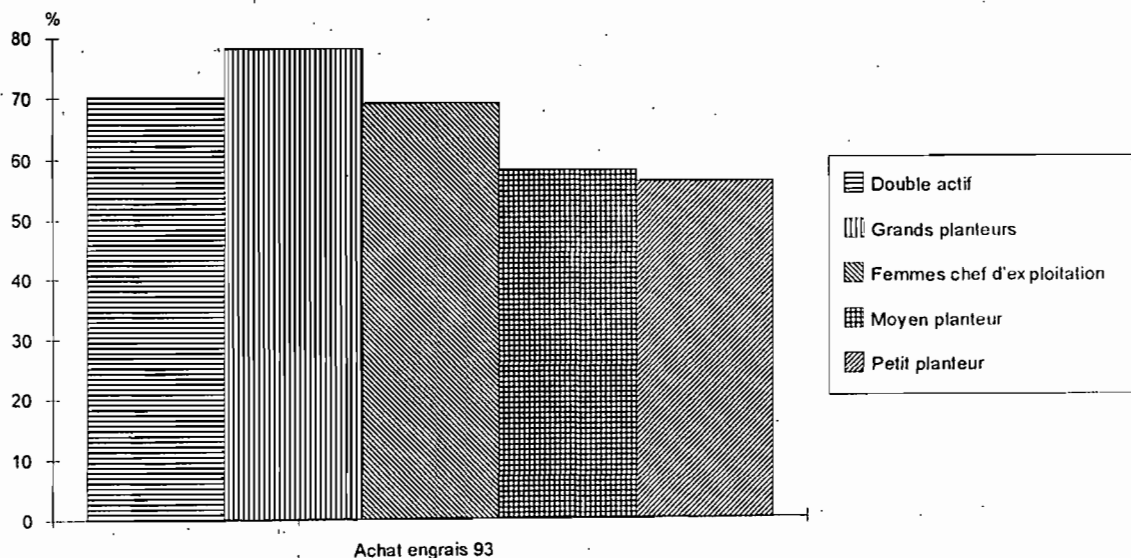
Les femmes chefs de ménage sont-elles, aussi mal placées que les petits planteurs, dans cette quête aux innovations ? Qu'on en juge : en 1993, 18% des femmes ont des ressources nouvelles, 1 femme sur 2 a déjà essayé de faire du maraîchage, 16% d'entre elles ont même planté des eucalyptus comme source de revenu d'appoint, 90% d'entre elles ont mis l'accent sur les vivres. En outre, elles sont 5% comme les double-actifs à avoir pensé à se reconverter. Elles ne sont donc pas moins combatives que les hommes. Mais comme leur point fort réside dans leur force de travail, l'essentiel pour elles a consisté à démultiplier une main d'oeuvre qu'on croyait pourtant déjà utilisée à son maximum. Cette constatation vaut aussi bien pour les femmes chefs d'exploitation que pour celles des grandes polygamies, ce qui se traduit par une augmentation de la production vivrière dans

les ménages les plus "féminisés". Leur attraction pour les innovations, on ne peut pas le nier tient aussi à leur aspiration croissante et légitime à davantage de reconnaissance sociale. La démarche des femmes s'inscrit dans cette perspective même si de telles options supposent une mobilisation en travail et induisent peu d'éléments novateurs d'un point de vue agronomique.

2. Des femmes attachées à l'utilisation des engrais

Les difficultés financières des ménages aboutissent bel et bien à une réelle diminution des achats d'intrants et notamment d'engrais. Sans doute, les plus aisés des ménages ont pu conserver un niveau d'approvisionnement correct, mais pas tous, loin s'en faut. Par comparaison et compte-tenu de la faiblesse de leur revenu, les femmes apparaissent très attachées aux engrais. 69% d'entre elles achètent et utilisent encore des engrais (cf. Fig.VIII). Alors qu'à peine plus de la moitié des petits planteurs ont conservé cette dépense. En dépit également des problèmes fonciers qu'elles connaissent, les femmes conservent un réel attachement à la jachère. Tout ceci semble trouver son explication dans le fait qu'elles ont pris conscience de la nécessité de préserver un certain niveau de fertilité. Dans ce contexte, l'option de conserver un bon niveau de fertilisation apparaît comme un choix stratégique important à relever et s'explique par la connaissance de la liaison rendement fertilité.

Figure VIII : Achats d'engrais selon le type de producteur



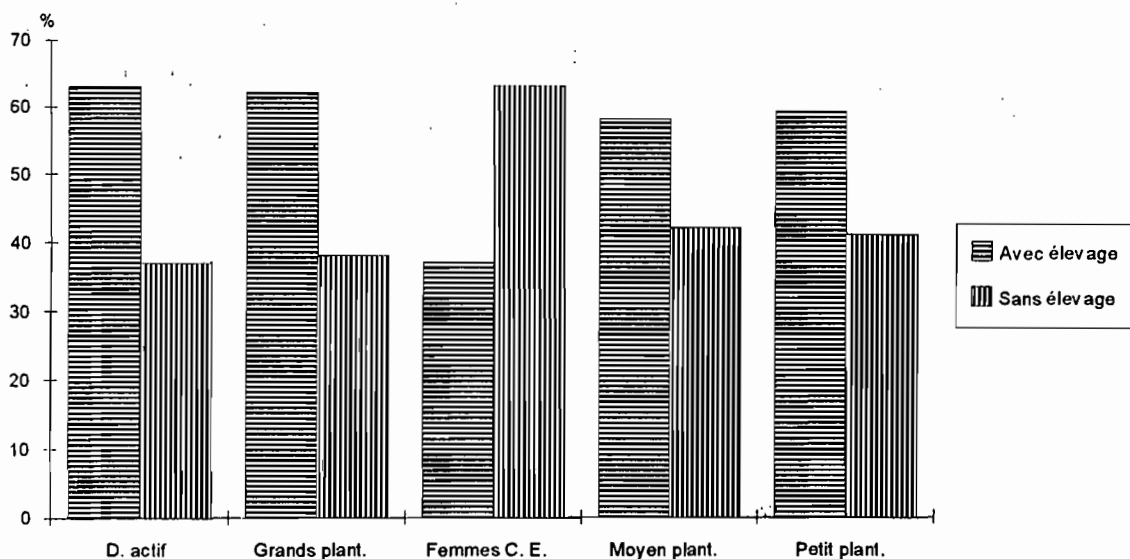
C'est l'acharnement des femmes à maintenir les rendements qui a conduit à ce cheminement graduel. A cet égard, la suppression du brûlis après jachère observée chez quelques-unes est un autre jalon de cette même logique.

Dans ce maintien périlleux de la fertilité du sol, l'accès au fumier reste le plus gros handicap de ces exploitations gérées par une femme : 1 sur 2 seulement produit de la matière organique.

3. L'élevage : une affaire d'hommes

L'élevage réservé aux hommes n'est pas une caractéristique nouvelle de cette période de crise. Les comparaisons sur plusieurs années montrent qu'il existe cependant une différence de plus en plus nette entre sexes. Plus de 75% des femmes élevait des animaux autrefois, contre seulement 44% aujourd'hui (cf. Fig. IX). Par contre 66% des hommes continue l'élevage au lieu de 85% auparavant.

Figure IX : L'élevage : une différence nette entre hommes et femmes



Les femmes, en dépit de leur comportement extrêmement actif dans la période de crise actuelle (elles connaissent un taux de renouvellement de leurs activités plus important que les autres), ont peu adhéré à l'idée de l'élevage. Or cette absence d'articulation entre agriculture et élevage limite sérieusement les possibilités d'améliorer les sols. Et de telles options impliquent qu'une attention particulière soit portée à d'autres sources de matière organique.

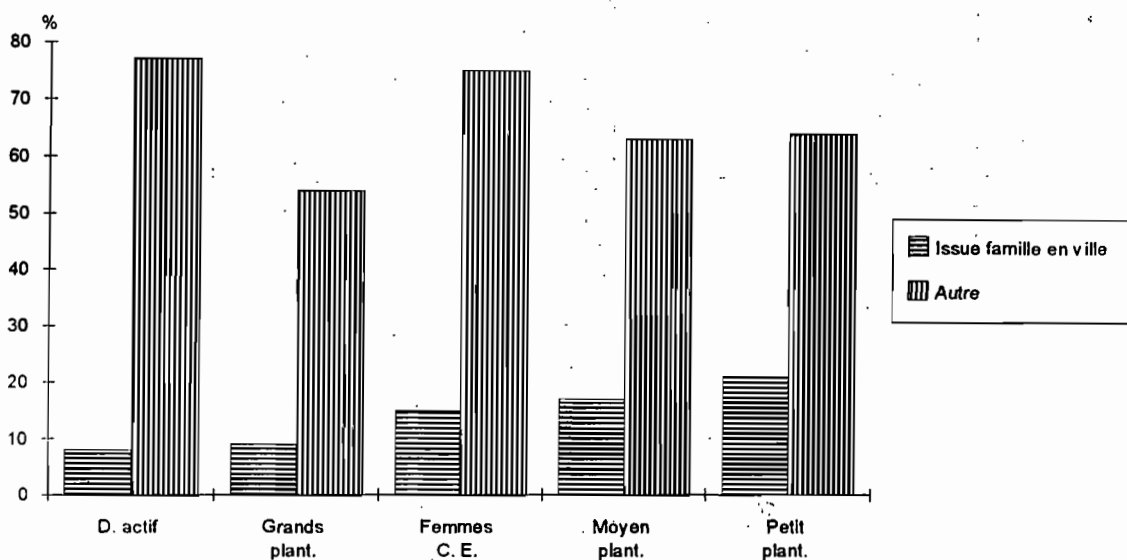
Il ne saurait y avoir une réponse facile pour satisfaire les besoins importants en matière organique de systèmes de culture intensifs qui intégrerait également la contrainte main d'oeuvre. Et ce serait à notre avis une erreur profonde de croire qu'on peut se passer de l'élevage. Il est vrai que le rôle de celui-ci a toujours été amoindri parce que non mis à profit pour produire de la matière organique. Mais la priorité accordée aux engrais est immédiatement limitée si elle ne s'accompagne pas d'une action sur l'amendement organique des sols. Que l'on regarde pour s'en convaincre les baisses de rendement des vivriers signalées çà et là, malgré une fertilisation chimique suivie.

4. Les plus petits mis à contribution

Les ménages, chacun à sa manière, cherchent à conserver leurs habitudes et leurs comportements. Pour cela des stratégies économiques et sociales sont à l'oeuvre. C'est chose d'autant plus facile que le retour au village des enfants et la prise en charge de leur scolarité par les familles d'accueil est un phénomène habituel : 80% des ménages, en moyenne ont accueilli de nouvelles personnes depuis 1991 (cf. Fig. X). Phénomène qui apparaît aujourd'hui renforcé par la plus grande difficulté de scolariser les enfants en ville

du fait de la crise et qui appelle quelques remarques : tout d'abord, il n'est pas aisé de refuser un enfant que l'on nous envoie de la ville. Ensuite contrairement à une opinion répandue, l'accueil d'enfants ne s'explique pas semble-t-il, par le degré d'aisance du foyer d'accueil. Quelle que soit la situation familiale et financière, le taux d'accueil est élevé et curieusement les petits planteurs se présentent beaucoup plus nombreux à accueillir des jeunes de la ville.

Figure X : Importance et origines des personnes accueillies au village depuis 1991



Un ménage de petit planteur sur cinq a reçu quelqu'un de la famille vivant en ville, soit presque deux fois plus que chez les grands planteurs. Les questions que l'on peut se poser sont respectivement les suivantes : jusqu'à quand se rendra-t-on capable de porter l'ambition de scolariser tous les enfants? Une récession économique beaucoup plus drastique aura-t-elle pour effet de dissuader les ménages urbains de chercher du secours à la campagne ou d'accroître le mouvement? Sur quelle catégorie d'agriculteurs se fera le plus sentir cette contrainte ?

5. Les dépenses scolaires: une épine pour les grosses familles et les petits revenus

L'inégalité de situation pour scolariser les enfants est une réalité fondée sur ce qu'on pourrait appeler "la surface sociale" des ménages (famille, relations). Cette surface est faible pour les ménages des familles des petits planteurs et de femmes chefs d'exploitation. Or, la propension à déscolariser les enfants tend à croître plus rapidement non seulement dans les ménages des petits planteurs, mais aussi de grands planteurs qu'ailleurs. Si les petits planteurs ont peu de moyens pour scolariser les enfants en cette période de crise, les grands planteurs ont des familles tellement importantes qu'ils se présentent assez mal armés malgré des revenus relativement supérieurs.

La capacité d'accueil des familles en ville influe directement sur cette déscolarisation. Importante chez les grands planteurs, elle n'est cependant pas extensible à l'infini. La possibilité d'emprunter contribue, de son côté, à conserver un nombre important d'enfants scolarisés. Et là encore les grands planteurs sont plus contraints que tout autre d'y recourir.

CONCLUSION

Les stratégies de production sont, aujourd'hui, devant un choix fondamental. Ce choix pour les agriculteurs se situe entre un engagement dans la voie d'une plus forte artificialisation du milieu et la tentation de repli sur soi qui semble aujourd'hui ne pas être écartée totalement. Nombreux sont les producteurs ayant encore arrêté en 1993 d'acheter les engrais. Mais ce qui peut paraître une alternative pour les agriculteurs sur les marges du plateau Bamiléké ne l'est pas pour ceux de la partie centrale qui, limités en surface cultivable, sont condamnés à intensifier pour survivre.

La scolarisation des enfants est une orientation à laquelle il faut réfléchir. Il faut encourager de plus en plus, dans les ménages, des choix entre apprentissage et scolarisation, enseignement classique et enseignement technique, envisager que la scolarisation ne soit plus systématique pour tous. Lorsqu'on évoque une nécessaire redéfinition, ayons à l'esprit que la satisfaction d'un emploi rémunérateur ne saurait être limitée désormais aux seuls détenteurs d'un diplôme de l'enseignement classique. Autrement dit, il s'agit de satisfaire aux besoins de formation des individus mais pas seulement selon un schéma de formation classique. Ce qui implique d'élargir l'espace de formation actuel en donnant la possibilité aux jeunes d'exercer un métier en tant qu'apprentis. En ce sens l'apprentissage ne doit pas se limiter aux 11 % de ménages concernés actuellement.

S'agissant de la fertilité des sols, toute action d'envergure, qu'elle concerne le café ou les vivriers, est désormais subdéterminée sinon bloquée par les conceptions de l'agricultrice en matière d'amendement organique.

A maintes occasions, les agronomes ont critiqué les formulations d'engrais dénigrant la faiblesse des apports en phosphore et en potasse, alors qu'il s'agit davantage d'un problème de matière organique. La vraie question n'est pas celle des équilibres chimiques, mais plutôt comment, avec les contraintes de main d'oeuvre que l'on connaît et la faiblesse de l'élevage, promouvoir d'autres sources de matières organiques.

Références bibliographiques

Hatcheu Emil (1993), *Une évaluation socio-économique et écologique du volet aménagement des bas-fonds du projet développement rural de la province de l'Ouest, cas des bas-fonds de Batsingla et de Fokamezo*, Mémoire de géographie économique et de développement, projet Ocisca, Université de Dschang, 87 p.

OCISCA, I. Grangeret et P. Janin (1991), *Rupture et continuité en milieu de plantation caféière arabica : vers de nouveaux comportements des planteurs*, Rapport préliminaire Phase I, Dschang, mimeo, 20 p.

OCISCA, Équipe de l'observatoire de Bafou (1991), *Les planteurs et la crise à Bafou en 1991*, Rapport d'étape Phase I, Dschang, mimeo, 21 p.

Nyemba J. (1993), *"Rien ne marche et tout le monde souffre"*, Yaounde, mimeo, 80 p.

Liste des Cahiers parus ou programmés

Cahier N° 1, "Le programme OCISCA: Résultats et Orientations" par l'équipe d'animation d'Ocisca (en préparation)

Cahier N° 2, "Du passé re-composé au futur improbable: les observatoires ruraux d'Ocisca comme mode opératoire d'une recherche impliquée" par Georges Courade, mars 1994, Ocisca, Yaounde, 31 p.

Cahier N° 3, "1991 - 1993 : Évolutions majeures dans la zone cacaoyère" (Observatoire de Yemessoa) par l'équipe de l'Observatoire de Yemessoa, avril 1994, Ocisca, Yaounde, 35 p.

Cahier N° 4, "Bafou 1993 : Renforcement des inégalités sociales, menaces sur la fertilité des sols" par l'équipe de l'Observatoire de Bafou, juin 1994, Ocisca, Yaounde, 24 p.

Cahier N° 5, "Mesurer la pauvreté : systèmes d'information et cadres d'analyse" par Jean-Luc Dubois, avril 1994, Ocisca, Yaounde, 33 p.

Cahier N° 6, "Yemessoa, auto-provisionnement et apport extérieur dans la consommation alimentaire en période de crise" par Michel Simeu Kamdem, mai 1994, Ocisca, Yaounde, 17 p.

Cahier N° 7, "Impact de la dévaluation sur l'habitat" par C. Pettang, T. Tamo Tatietsé et L. Mbumbia, juillet 1994, Ocisca, Yaounde, 37 p.